

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N° 25-030-DIR du 25 août 2025)

Acheteur

ÉTAT - Ministère Chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest

Réprésentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Sud-Ouest, par délégation de
Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier
2023

Objet du marché

Recensement et diagnostic du réseau d'assainissement de l'A64 Muret – Martres-
Tolosane

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	6
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Dispositions générales.....	7
1-8. Ordres de service.....	10
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	11
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...11	
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	12
3-3. Variation dans les prix.....	15
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....16	
4-1. Délai d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....18	
5-1. Retenue de garantie.....	18
5-2. Avances.....	18
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....19	
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....19	

7-1. Conditions d'exécution.....	19
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	20
7-3. Organisation de la qualité.....	20
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	21
8-1. Admission.....	21
8-2. Garantie des prestations.....	22
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION.....	22
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	22
9-2. Résiliation.....	22
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	23
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	23
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La réalisation d'une mission de prestations intellectuelles visant à recenser l'ensemble du réseau d'assainissement enterré et superficiel sur la section non concédée de l'autoroute A64 comprise entre Muret et Martres-Tolosane (40 km environ), gérée par la Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest (DIRSO). À ce recensement s'ajoute la définition des différents impluviums de la section et les points de rejets associés. Suivant les résultats obtenus, il sera demandé un diagnostic plus approfondi de l'état des différents ouvrages hydrauliques de la section.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- La réalisation d'un recensement des réseaux d'assainissement de l'ensemble des 40 km de l'A64 ;
- la recherche de bases documentaires existantes qui regroupent les informations sur les réseaux ;
- l'identification des rejets vers le milieu naturel ;
- la définition des impluviums de la section ;
- l'évaluation de l'état fonctionnel des réseaux ;
- la réalisation d'inspections détaillées des réseaux (surface, collecte, transports, drainage...) ;
- l'élaboration et la mise à jour des bases de données et documents graphiques (QGIS, Autocad, Isidor..) ;

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

- diffusion au format papier et dématérialisé aux décideurs et partenaires (information et communication), aux organismes en charge des avis techniques et des contrôles extérieurs ; transmission au format papier et dématérialisé aux entreprises de travaux dans le cadre des consultations ; transmission au format papier et dématérialisé aux exploitants actuels et futurs des réseaux ; diffusion aux

entreprises dans le cadre des déclarations de travaux et des DICT.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Muret à Martres-Tolosane le long de l'A64 (département de Haute-Garonne).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

la Cheffe du Service d'Ingénierie et Maîtrise d'Ouvrage (SIMO) ou son représentant/ses représentants pour assumer les fonctions suivantes :

- la réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- la réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- la signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG) ;
- la signature et notification des ordres de service (articles 3.8 du CCAG) ;
- la réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- la proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- la suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- l'information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- les vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) par courriel à l'adresse mail renseignée dans l'acte d'engagement.

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché comporte 6 parties techniques désignées ci-après :

Désignation des parties techniques	
1	Entrants – Recueil de données
2	Méthodologie et application à la section « témoin » : - Identification des ouvrages de collecte et de traitement - Identification des impluviums - Vérification de l'état fonctionnel des ouvrages de collecte et de traitement - Vérification du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement - Élaboration du planning d'étude de diagnostic de l'A64
3	Identification des ouvrages de collecte et de traitement

Désignation des parties techniques	
4	Identification des impluviums de l'A64
5	Vérification de l'état fonctionnel des ouvrages de collecte et de traitement
6	Vérification du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3.4 du présent CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.5 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les sous-traitants doivent être agréés quel que soit leur rang. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial en utilisant l'imprimé de déclaration de sous-traitance qui peut être téléchargé sur le site internet du ministère en charge de l'Économie (DC4 ou document qui s'y serait substitué comportant les renseignements prévus par l'article R. 2393-25 du CCP).

Lors de la présentation de l'agrément d'un sous-traitant, le titulaire devra préciser dans le DC4, en cas de groupement, le co-traitant de rattachement de ce sous-traitant. Le titulaire doit joindre à ce DC4, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6-3 ci-après. En outre, dans les conditions de l'article R.2393-27 du CCP, le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant. Dans le cadre d'un marché où l'exemplaire unique a été délivré au titulaire, ce dernier aura l'obligation de restituer l'exemplaire unique au moment de l'agrément de sous-traitant afin d'être modifié, faute de quoi l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ne pourra légalement intervenir.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles,
le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Le bordereau des prix (BP)
- la Sous-décomposition des prix forfaitaires (SDPF);
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- le SOPAQ incluant la note environnementale.

B – Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A ;
- les circulaires, instructions et guides techniques en vigueur relatifs à l'objet de l'étude.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, à l'exception de ceux cités à l'article 2 ci-dessus, les éléments de l'offre remise par le titulaire et notamment les modalités d'organisation pour mener à bien la mission, et l'organigramme des moyens humains mobilisés ne constituent pas une pièce contractuelle, mais des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de lui le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. Toutefois, le titulaire pourra proposer à l'agrément de l'acheteur des modifications de ces documents en cours d'exécution de sa mission. L'acheteur fera connaître son agrément ou son refus sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

L'absence de réponse de l'acheteur dans ce délai vaut agrément des modifications présentées.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ces documents ne lui confèrent pas de droits, de sorte qu'il ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser sa mission différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ces documents.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des parties techniques définies à l'article 1-5 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Partie technique n°1 : « Entrants – Recueil de données : Conformément au CCTP Article II.1.1., recueil des différentes données, vérification de la fiabilité, rapport d'analyse et établissement des investigations complémentaires à réaliser pour fiabiliser la donnée. »

	Exigibilité
« 70 % »	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations. Les 70 % devront être atteints au moment de la remise du rapport d'analyse et après contrôle intérieur
« 30 % »	Après les phases de contrôle extérieur, de reprises éventuelles et d'approbation du rapport d'analyse par le RA

Partie technique n°2 : « Méthodologie et application à la section « témoin » : Conformément au CCTP Article II.1.2, Mise en place des différentes méthodologies de réalisation des missions du diagnostic et application sur à la section « témoin », production d'un planning d'étude de diagnostic de l'A64 »

	Exigibilité
« 40 % »	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations. Les 40 % devront être atteints au moment de la remise de la note de présentation de la méthodologie et après contrôle intérieur
« 40 % »	Au moment de la remise du rapport de diagnostic de la section « témoin » par application de la méthodologie précédemment validée et après contrôle intérieur
« 20 % »	Après les phases de contrôle extérieur, de reprises éventuelles et d'approbation du rapport d'analyse par le RA

Partie technique n°3 : « Identification des ouvrages de collecte et de traitement » :

Conformément au CCTP Article II.1.3., production d'un plan QGIS du réseau d'assainissement comprenant l'ensemble des réseaux de collecte, de stockage et de traitement réseau de drainage. Représentation du sens d'écoulement et qui sera associé au plan des impluviums. Présentation au District Centre des éléments compilés »

	Exigibilité
« 70 % »	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations. Les 70 % devront être atteints au moment de la remise du plan au format QGIS / Autocad et après contrôle intérieur
« 30 % »	Après les phases de contrôle extérieur, de reprises éventuelles et d'approbation des éléments produits par le RA

Partie technique n°4 : « Identification des impluviums » : Conformément au CCTP Article II.1.4., Définition des impluviums de l'A64. Production des éléments supports de plans sur l'ensemble de la section de l'A64 »

	Exigibilité
« 70 % »	Production du plan des impluviums sur l'ensemble de la section de l'A64 et présentation au RA
« 30 % »	Après les phases de contrôle extérieur, de reprises éventuelles et d'approbation des éléments produits par le RA

Partie technique n°5 : « Vérification de l'état fonctionnel des ouvrages de collecte et de traitement » : Production d'un rapport d'état et d'un plan support répertoriant l'état des différents types de réseaux conformément au CCTP Article II.1.5. »

	Exigibilité
« 70 % »	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations. Les 70 % devront être atteints au moment de la remise du rapport d'état et du plan support, après contrôle intérieur
« 30 % »	Après les phases de contrôle extérieur, de reprises éventuelles et d'approbation des éléments produits par le RA

Partie technique n°6 : « Vérification du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement » : Conformément au CCTP Article II.1.6., production d'une table de données associée à chaque ouvrage hydraulique lisible sur le plan support du réseau d'assainissement. »

	Exigibilité
« 70 % »	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations. Les 70 % devront être atteints au moment de la remise de la table de données et la présentation dans le plan support, après contrôle intérieur

	Exigibilité
« 30 % »	Après les phases de contrôle extérieur, de reprises éventuelles et d'approbation des éléments produits par le RA

En application de l'article 23 du CCAG, ce marché prévoit la possibilité de recourir à des prix nouveaux. Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG, tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant, y compris ceux déjà rendus définitifs dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet d'observations de la part du titulaire dans un délai de trente (30) jours suivants l'ordre de service qui lui a été notifié.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP.

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois auquel le titulaire a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- Il est publié sur le site internet de l'INSEE: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3372699>

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard d'exécution des parties sont fixées à 500 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, une pénalité journalière de 500 € sera également appliquée en cas de retard dans l'exécution **pour la reprise des documents** dans le cadre de

l'ajournement des prestations selon les conditions définies à l'article 8-1.4 :

	Partie technique	Délais
1	Entrants – Recueil de données	10 jours
2	Méthodologie et application à la section « témoin » : - Identification des ouvrages de collecte et de traitement - Identification des impluviums - Vérification de l'état fonctionnel des ouvrages de collecte et de traitement - Vérification du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement - Élaboration du planning d'étude de diagnostic de l'A64	15 jours
3	Identification des ouvrages de collecte et de traitement	15 jours
4	Identification des impluviums de l'A64	15 jours
5	Vérification de l'état fonctionnel des ouvrages de collecte et de traitement	15 jours
6	Vérification du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement	15 jours

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-3.6. Réunion

En cas d'absence à une réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par absence constatée.

4-3.7. Pénalités pour non remise des documents fournis par l'acheteur

En cas de non restitution des documents fournis par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

4-3.8. Pénalités contre le travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité journalière de 500 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à 8221-5 du code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et 8224-5 du code du travail. À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de

base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune intervention sur les voiries ne sera autorisée sans autorisation. Aucune intervention sur la voirie circulée ne sera autorisée.

Le recueil des données sur les réseaux existants sur la section des chaussées circulées sera réalisé en concertation avec les exploitants des réseaux et des voiries concernées.

Tout intervenant en limite de voirie doit obligatoirement être équipé d'E.P.I. (équipement de protection individuelle). Ils seront portés avant la sortie du véhicule, avec au minimum un gilet de classe II (intervention occasionnelle) ou de classe III (intervention régulière) et le port de chaussure de sécurité est obligatoire.

Un véhicule de couleur claire sera équipé de feux spéciaux (feux tournant orange) et éventuellement de bandes blanches rouges et blanches rétro-réfléchissantes de classe II.

7-3. Organisation de la qualité

7-3.1. Organisation générale

L'organisation de la qualité au sein du titulaire constitue un élément fondamental dans la réalisation de cette étude. L'implication du titulaire est essentielle dans la qualité des études.

7-3.2. Plan d'assurance qualité

Le plan d'assurance qualité (P.A.Q.) sera soumis au visa du maître d'œuvre sous 15 jours après la notification du marché. Il sera conforme au schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (S.O.P.A.Q.) remis à l'appui de l'offre.

Le P.A.Q. comprendra :

- la désignation des parties concernées par l'opération ;
- les principales dispositions en matière d'organisation générale du projet ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise, de la planification des études ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise des études ;
- les principales dispositions en matière d'organisation des contrôles (interne et externe) ;
- les principales dispositions en matière de maîtrise de suivi des documents.
- les principales dispositions présentées dans la note environnementale du S.O.P.A.Q.

7-3.3. Contrôles internes et externes

Le titulaire procédera aux contrôles intérieurs (interne et externe) comme indiqué dans le P.A.Q. à fournir dans le cadre du contrat et prenant en compte les validations du maître d'œuvre.

7-3.4. Modifications et adjonctions

Le titulaire s'engage à apporter aux dossiers remis, sans rémunération supplémentaire, les modifications ou mises au point qui seraient demandées par le maître d'œuvre pour mettre ces documents en conformité avec les textes réglementaires, les règles de l'art, les observations de l'administration, de l'autorité habilitée à approuver réglementairement les dossiers, et les décisions d'approbation des dossiers antérieurs.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le MOE sont remis au RMO, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, csv.

- les plans seront fournis au format dwg et au format pdf ;
- les documents SIG graphiques représentant des objets surfaciques éditables et exploitables avec QGIS, dans sa version 3,10.6, à l'aide de couches au format Shapefile ou geopackage. Les projets QGIS ou couches QGIS seront fournis dans le SRC Lambert 93 (2154).
- les autres documents seront fournis dans un des formats suivants : ods, odt, odt pour libre Office version 7, et au format pdf. Ils ne doivent pas comporter de macros.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas

décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-5 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article

L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Les prestations comprises dans les parties techniques confiées au titulaire sont détaillées dans le CCTP.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	23.3 du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
CCAP 8-2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG
AE 3	Déroge à l'article	13.1.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet

c) Normes françaises homologuées

Sans objet

d) Autres normes

Sans objet